



Assemblée générale

Distr. limitée
26 juillet 2013
Français
Original: anglais

Commission du droit international

Soixante-cinquième session

Genève, 6 mai-7 juin et 8 juillet-9 août 2013

Projet de rapport de la commission du droit international sur les travaux de sa soixante-cinquième session

Rapporteur: M. Mathias Forteau

Chapitre XII Autres décisions et conclusions de la Commission

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
A. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission.....	1	
1. Inscription de nouveaux sujets au programme de travail de la Commission..	1	
...		
D. Coopération avec d'autres organes	2-7	
E. Représentation à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale	8-9	
F. Conférence commémorative Gilberto Amado	10	
G. Séminaire de droit international	11-24	

A. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission

1. Inscription de nouveaux sujets au programme de travail de la Commission

1. À sa 3171^e séance, le 28 mai 2013, la Commission a décidé d'inscrire à son programme de travail le sujet «Protection de l'environnement en cas de conflit armé» et de nommer M^{me} Marie G. Jacobsson Rapporteuse spéciale.

...

D. Coopération avec d'autres organes

2. À la 3182^e séance, le 18 juillet 2013, M. Peter Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, a pris la parole devant la Commission et l'a informée des activités judiciaires récentes de la Cour¹ en appelant également l'attention sur les efforts récemment déployés pour encourager l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour conformément à son statut. Un échange de vues a suivi.

3. L'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO) était représentée à la session par son Secrétaire général, M. Rahmat Mohamad, qui a pris la parole à la 3176^e séance, le 9 juillet 2013². Il a mis l'accent sur les vues des États membres de l'AALCO, sur la base des déclarations qu'ils avaient faites dans d'autres instances internationales, concernant trois sujets inscrits au programme de travail de la Commission, à savoir «Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État», «Protection des personnes en cas de catastrophe» et «Formation et identification du droit international coutumier». Un échange de vues a suivi.

4. Le Comité européen de coopération juridique et le Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe étaient représentés à la session par la Présidente du CAHDI, M^{me} Liesbeth Lijnzaad, et par la chef par intérim de la Division du droit international public du Conseil de l'Europe, M^{me} Christina Olsen, qui ont pris la parole à la 3177^e séance de la Commission, le 10 juillet 2013³. Elles ont mis l'accent sur les activités en cours du CAHDI concernant diverses questions juridiques, ainsi que sur celles du Conseil de l'Europe. Un échange de vues a suivi.

5. Le Comité juridique interaméricain était représenté à la session par M. Miguel Pichardo Olivier, qui a pris la parole à la 3180^e séance, le 16 juillet 2013⁴. Il a donné un aperçu des activités du Comité exposées dans le rapport annuel de celui-ci et des activités prévues pour 2013. Un échange de vues a suivi.

6. La Commission de l'Union africaine pour le droit international était représentée à la session par son président, M. Adelarus Kilangi, qui a pris la parole à la ... séance, le ... juillet 2013⁵. Il a donné un aperçu des activités de la Commission de l'Union africaine pour le droit international. Un échange de vues a suivi.

7. Le 16 juillet 2013, un échange de vues informel s'est tenu entre les membres de la Commission et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur des questions d'intérêt mutuel. Des exposés ont été faits sur les activités de la Division juridique du CICR

¹ Cette déclaration est consignée dans le compte rendu analytique de la séance.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

et sur le Traité sur le commerce des armes et son objectif humanitaire, ainsi que sur les sujets inscrits au programme de travail de la Commission et le sujet «Formation et identification du droit international coutumier»⁶. Un échange de vues a suivi.

E. Représentation à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale

8. La Commission a décidé qu'elle serait représentée à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale par son président, M. Bernd H. Niehaus.

9. Étant donné que les discussions sur le sujet «Réserves aux traités» devant avoir lieu à la Sixième Commission ont été reportées à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, la Commission a exprimé une nouvelle fois le souhait que l'ancien Rapporteur spécial sur le sujet, M. Alain Pellet, soit invité par la Sixième Commission pour participer au débat sur la partie du rapport de 2011 de la Commission qui porte sur ce sujet⁷.

F. Conférence commémorative Gilberto Amado

10. Le 17 juillet 2013, les membres de la Commission, les participants au Séminaire de droit international et d'autres spécialistes du droit international ont assisté à la Conférence commémorative Gilberto Amado intitulée «Contemporary trends on *opinio juris* and the material evidence of customary international law» (Tendances actuelles concernant l'*opinio juris* et les preuves matérielles du droit international coutumier), prononcée par M. Paulo Borba Casella.

G. Séminaire de droit international

11. Conformément à la résolution 67/92 de l'Assemblée générale, la quarante-neuvième session du Séminaire de droit international s'est tenue au Palais des Nations du 8 au 26 juillet 2013 pendant la session de la Commission. Le Séminaire s'adresse à des étudiants de troisième cycle se spécialisant en droit international, à de jeunes universitaires ou diplomates et à des personnes en poste dans la fonction publique de leur pays.

12. Vingt et une personnes de nationalités différentes et de toutes les régions du monde ont participé à la session⁸. Les participants ont assisté aux séances plénières de la

⁶ M. Laurent Colassis, chef adjoint de la Division juridique du CICR, a donné un aperçu du travail de la Division juridique du CICR et M^{me} Nathalie Weizmann, conseillère juridique à l'Unité Armes du CICR, a fait un exposé sur le Traité sur le commerce des armes et son objectif humanitaire.

M. S. D. Murphy a donné un aperçu des sujets inscrits au programme de travail de la Commission et M. M. Wood a fait un exposé sur le sujet «Formation et identification du droit international».

⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 10, A/66/10* (chap. IV) et A/66/10/Add.1.

⁸ Ont participé au Séminaire: M. Hatem Alabd (Égypte), M^{me} Makiko Asami (Japon), M. Jonas Attenhofer (Suisse), M^{me} Danai Azaria (Grèce), M. Eduardo Cagnoni (Argentine), M. Jorge Luis Cepero Aguilar (Cuba), M. Rasmané Congo (Burkina Faso), M^{me} Fiona Devlin (Irlande), M^{me} Athikarn Dilogwathana (Thaïlande), M^{me} Alicia Gauto Vázquez (Paraguay), M^{me} Hyun Jung Kim (République de Corée), M^{me} Pamela López-Ruiz Montes (Pérou), M. Brian McGarry (États-Unis d'Amérique), M^{me} Ha Thi Ngoc Nguyen (Viet Nam), M^{me} Siham Sebbar (Maroc), M. Edgardo Sobenes Obregon (Nicaragua), M^{me} Sarala Subramaniam (Singapour), M. Alexey Nikolayevich Trofimenkov (Fédération de Russie), M. Zoilo Velasco (Philippines), M. Mawuse Vormawor (Ghana) et M^{me} Olga Voronovich (Biélorus). Le Comité de sélection, présidé par M. Marco Sassoli, professeur et Directeur du Département de droit international public de l'Université de Genève, s'est réuni le 22 avril 2013 au Palais des Nations et a retenu 24 candidats sur 86. Trois des candidats retenus se sont désistés au dernier moment.

Commission et à des exposés qui leur étaient spécialement destinés, et ont participé aux groupes de travail sur différents sujets.

13. Le Séminaire a été ouvert par M. Bernd Niehaus, Président de la Commission. M. Markus Schmidt, Conseiller juridique principal de l'Office des Nations Unies à Genève, était responsable de l'administration, de l'organisation et du déroulement du Séminaire. La coordination scientifique du Séminaire était assurée par l'Université de Genève. M. Vittorio Mainetti, spécialiste de droit international à l'Université de Genève, a fait office de coordonnateur, secondé par M. Martin Denis, assistant juridique.

14. Les membres de la Commission ont donné les conférences suivantes: M. Ernest Petrič: «Les travaux de la Commission du droit international»; M^{me} Concepción Escobar Hernandez: «Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État»; M. Georg Nolte: «Accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités»; M. Dire Tladi: «Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et interprétation des traités: Prise en considération de la pratique et des accords ultérieurs pour résoudre les controverses concernant l'utilisation durable de la biodiversité marine»; Sir Michael Wood: «Formation et identification du droit international coutumier»; M. Sean D. Murphy: «Choix de nouveaux sujets pour la Commission du droit international: Processus et contenu»; M. Mathias Forteau: «Traitement juste et équitable en droit international de l'investissement»; M. Shinya Murase: «Élaboration de normes internationales aux fins de la protection de l'environnement mondial».

15. Une conférence a également été donnée par M^{me} Iris Müller, Conseillère juridique au Comité international de la Croix-Rouge, sur «Le droit international humanitaire coutumier».

16. Les participants au Séminaire ont assisté à une session spéciale organisée à l'extérieur par l'Université de Genève sur le sujet: «Protection de l'environnement en cas de conflit armé». Pendant cette session, M^{me} Marie Jacobsson, membre de la Commission et Rapporteuse spéciale sur ce sujet, a débattu avec M. Marco Sassoli, professeur à l'Université de Genève, M. Robert Kolb, professeur à l'Université de Genève, M. Makane Mbengue, professeur à l'Université de Genève, M^{me} Mara Tignino, maître assistante à l'Université de Genève, M^{me} Marie-Louise Tougas, du Comité international de la Croix-Rouge, M^{me} Karen Hulme, maître de conférences à l'Université d'Essex, M^{me} Britta Sjostedt, chercheuse à l'Université de Lund et M. David Jensen, chef de la Coopération environnementale pour la consolidation de la paix au PNUE.

17. Les participants au Séminaire ont également assisté à la Conférence commémorative Gilberto Amado, donnée le 17 juillet 2013, qui a été suivie d'une réception offerte par le Brésil.

18. Les participants ont eu l'occasion de se familiariser avec les travaux d'autres organisations internationales sises à Genève. Une visite de l'Union internationale des télécommunications (UIT) a été organisée et un exposé a été présenté par M. Alexander Beck, Conseiller juridique principal au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

19. Trois groupes de travail ont été organisés pour le Séminaire, le premier sur «Accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités», le deuxième sur «Protection des personnes en cas de catastrophe» et le troisième sur «Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État». Tous les participants ont été affectés à l'un ou l'autre groupe. Trois membres de la Commission, M^{me} Concepción Escobar Hernandez, M. Georg Nolte et M. Eduardo Valencia-Ospina, ont supervisé les groupes de travail et les ont fait bénéficier de leur expertise. Chaque groupe a établi un rapport et présenté ses conclusions au Séminaire au cours d'une séance spéciale.

Les rapports ont été synthétisés et distribués à tous les participants, ainsi qu'aux membres de la Commission.

20. La République et canton de Genève a offert aux participants une visite guidée de l'hôtel de ville de Genève et de la salle de l'Alabama.

21. M. Bernd Niehaus, Président de la Commission, M. Markus Schmidt, Directeur du Séminaire, et M^{me} Pamela López-Ruiz Montes (Pérou), au nom des participants au Séminaire, ont pris la parole devant la Commission et les participants au Séminaire à la cérémonie de clôture. Chaque participant a reçu un certificat attestant sa participation à la quarante-neuvième session du Séminaire.

22. La Commission a noté avec une satisfaction particulière que, depuis 2010, les Gouvernements de l'Argentine, de l'Autriche, de la Chine, de la Finlande, de l'Inde, de l'Irlande, du Mexique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède et de la Suisse avaient versé des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international. La situation financière du Fonds a permis d'accorder un nombre suffisant de bourses à des candidats méritants, originaires notamment de pays en développement, pour parvenir à une répartition géographique équitable des participants. Cette année, des bourses couvrant les frais de voyage et de séjour ont été octroyées à 15 candidats.

23. Depuis 1965, 1 115 participants, représentant 170 nationalités, ont pris part au Séminaire; 684 d'entre eux ont bénéficié d'une bourse.

24. La Commission souligne l'importance qu'elle attache au Séminaire, qui donne à de jeunes juristes, originaires notamment de pays en développement, la possibilité de se familiariser avec ses travaux et les activités des nombreuses organisations internationales sises à Genève. Elle recommande à l'Assemblée générale d'inviter à nouveau les États pour à verser des contributions volontaires afin d'assurer au Séminaire de 2014 la plus large participation possible, compte tenu en particulier du cinquantième anniversaire du Séminaire, qui approche.
